

## **Déclaration liminaire au CTL du 17 décembre 2020**

A l'occasion de ce CTL, nous voulons dénoncer, une fois de plus, les suppressions massives d'emplois qui frappent la DGFIP. 1800 postes en moins en 2021, avant 1600 suppressions supplémentaires déjà annoncées pour 2022.

Alors que l'exceptionnelle crise sanitaire présente met en lumière la nécessité absolue de services publics forts, le gouvernement persiste dans ses choix d'affaiblissement d'une administration régaliennne, indispensable à un état républicain au service de l'ensemble des citoyens.

A l'échelon national, les DIRCOFI perdent 21 postes de cadres A. En matière de lutte contre la fraude, il y a les propos destinés aux médias. Mais en ce domaine, comme dans d'autres, un gouvernement se juge à ses actes.

Quant aux saignées de cadre C et B qui se sont succédées au fil des ans, elles affectent depuis longtemps les centres des finances publiques, mais elles impactent aussi les directions spécialisées, aboutissant des réorganisations de structure qui, de fait, ne sont que le constat de la pénurie d'effectifs.

Enfin, supprimer des postes et parallèlement recruter des CDD, pourrait déjà être considéré comme paradoxal. Mais à nos yeux, ceci est beaucoup plus grave, cela illustre de façon concrète ce que souhaite certains : progressivement démanteler le statut de la fonction publique, pour y substituer une structure contractuelle. Inutile de vous dire que nous combattons cette politique.